



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Département fédéral de la défense,
de la protection de la population et des sports DDPS

Stratégie du DDPS en matière d'acquisitions

1^{er} février 2023



Condensé

La présente stratégie du DDPS en matière d'acquisitions

- reprend les dispositions entièrement révisées du droit des marchés publics, tout comme les prescriptions existantes relatives aux marchés publics toujours en vigueur et
- fixe les priorités de la direction du Département en matière d'acquisitions au DDPS.

Elle a pour objectif de fournir un cadre de référence aux services demandeurs (ainsi qu'aux utilisateurs et utilisatrices) et aux responsables des acquisitions du DDPS, leur permettant ainsi d'assurer une mise en œuvre cohérente des directives. Elle constitue donc une aide pour l'acquisition correcte de travaux de construction, de biens et de services.

Les quatre grandes priorités suivantes, assorties des principes directeurs correspondants, sont définies :

Priorité 1 : définition des besoins plus précise

- Chaque adjudication repose sur une définition claire des besoins, constituée d'une analyse explicite des besoins et d'une description compréhensible de la prestation (ou d'une exigence).

Priorité 2 : concrétisation des axes stratégiques de l'administration fédérale en matière d'acquisitions

- Les adjudications sont axées sur une utilisation des fonds publics ayant des effets économiques, écologiques et sociaux durables.
- Les critères de qualité doivent impérativement être intégrés dans la procédure d'acquisition, et il s'agirait de tenir compte aussi de ceux liés à l'innovation.
- Les procédures d'acquisition sont conçues de manière à être favorables aux soumissionnaires et les possibilités d'adjudications à la base technologique et industrielle importante pour la sécurité (BTIS) sont mises à profit.

Priorité 3 : représentation du rééquilibrage de la culture d'adjudication

- Les cadres de tout niveau pratiquent et promeuvent une culture d'adjudication des marchés qui permet d'utiliser la marge de manœuvre laissée par le nouveau droit des marchés publics. Des approches innovantes dans le cadre de la définition des besoins, des procédures d'adjudication et de la grille de critères sont admises en considération des risques.

Priorité 4 : développement du controlling des achats pour en faire un instrument de conduite

- La surveillance et le controlling des achats pratiqués jusqu'ici doivent, sous la houlette d'armasuisse et en concertation avec le controlling supérieur des achats de l'administration fédérale, être développés pour constituer un instrument de pilotage et de soutien de la conduite.



Table des matières

1	Introduction	4
1.1	Raison présidant à l'élaboration d'une stratégie du DDPS en matière d'acquisitions	4
1.2	Nouveau droit des marchés publics	4
1.3	État d'avancement de la mise en œuvre au niveau fédéral.....	4
2	Organisation des marchés publics au DDPS	5
3	Priorités de la stratégie du DDPS en matière d'acquisitions	6
3.1	Priorité 1 : définition des besoins plus précise (exigences)	6
3.2	Priorité 2 : concrétisation des axes stratégiques de l'administration fédérale en matière d'acquisitions	7
3.3	Priorité 3 : représentation du rééquilibrage de la culture d'adjudication	8
3.4	Priorité 4 : développement du controlling des achats pour en faire un instrument de conduite	9
4	Directives et recommandations de mise en œuvre des priorités au niveau des offices ...	10
5	Dispositions finales	10
	Impressum	10



1 Introduction

1.1 Raison présidant à l'élaboration d'une stratégie du DDPS en matière d'acquisitions

Le 28 octobre 2020, le Conseil fédéral a publié la Stratégie de mise en œuvre concernant la révision totale du droit des marchés publics pour la période stratégique 2021 – 2030. Ce document, également désigné par l'intitulé « Stratégie de l'administration fédérale en matière d'acquisitions », comporte six axes stratégiques. Il vise à mettre en pratique le contenu du nouveau droit des marchés publics entré en vigueur le 1^{er} janvier 2021. Outre la rentabilité, la qualité, la durabilité, l'innovation et le caractère favorable aux soumissionnaires doivent désormais être davantage pondérés. Par ailleurs, la numérisation doit être accélérée et l'élaboration de rapports destinés à toute l'administration fédérale optimisée.

La Conférence des achats de la Confédération (CA) et la Conférence de coordination des services de la construction et des immeubles des maîtres d'ouvrage publics (KBOB) ont d'ores et déjà publié une série de recommandations, de fiches d'information et de guides pour la mise en œuvre des six axes stratégiques – à l'attention des directions d'offices, des organisations d'achats, voire des acquéreuses et acquéreurs individuels. Par ailleurs, la CA et la KBOB recommandent à tous les offices de développer leurs propres stratégies ou guides en matière d'acquisitions.

La Direction du DDPS a ainsi décidé de mettre en œuvre les directives fédérales de façon cohérente au sein du DDPS, dans le cadre d'un guide spécifique à ce département. C'est pourquoi la cheffe du DDPS a chargé le SG-DDPS, aux côtés des responsables des offices du département, de créer une stratégie d'acquisitions propre au DDPS.

1.2 Nouveau droit des marchés publics

La révision totale du droit des marchés publics a été en grande partie achevée au niveau fédéral le 1^{er} janvier 2021 avec l'entrée en vigueur de la loi fédérale du 21 juin 2019 sur les marchés publics du 21 juin 2019 (LMP)¹ et de l'ordonnance du 12 février 2020 sur les marchés publics (OMP)². Il reste aujourd'hui à actualiser l'ordonnance du 24 octobre 2012 sur l'organisation des marchés publics de l'administration fédérale (Org-OMP)³.

Outre l'harmonisation des législations fédérales et cantonales en matière de marchés publics, cette révision totale était motivée par la révision de l'accord GATT/OMC sur les marchés publics de 2012⁴ (Government Procurement Agreement – GPA). Les motivations politiques de cette révision de loi en Suisse se situaient par ailleurs dans une plus forte prise en compte de la politique climatique dans les marchés publics et un renforcement de l'égalité des chances de l'économie suisse.

C'est sur cette toile de fond que le législateur a rééquilibré les principes fondamentaux du droit des marchés publics. Au lieu d'une concurrence passant jusque-là principalement par les prix, des critères de qualité et de durabilité sont désormais au premier plan. Ce n'est plus à présent *l'offre la plus économique*, mais *celle présentant le plus d'avantages* (cf. art. 41 LMP) qui emporte l'adjudication. On s'oriente pour cela sur la qualité et le prix d'une prestation, mais aussi sur d'autres critères de même importance – selon l'objet du marché (cf. art. 29 LMP).

1.3 État d'avancement de la mise en œuvre au niveau fédéral

Le Conseil fédéral a consigné les axes et les objectifs du nouveau droit des marchés publics en octobre 2020 dans une stratégie de mise en œuvre concernant la révision totale du droit des marchés publics pour la période stratégique 2021 – 2030⁵. Cette stratégie de l'administration fédérale en matière d'acquisitions définit six axes au total venant structurer les objectifs stratégiques du Conseil fédéral relatifs

¹ RS 172.056.1

² RS 172.056.11

³ RS 172.056.15

⁴ Agreement on Government Procurement (GPA) and related WTO texts 2012, https://www.wto.org/english/tratop_e/gproc_e/gpa_1994_e.htm

⁵ Stratégie de l'administration fédérale en matière d'acquisitions – Stratégie de mise en œuvre concernant la révision totale du droit des marchés publics pour la période stratégique 2021 – 2030, <https://www.bkb.admin.ch/bkb/fr/home/bkb/strategien.html>



aux marchés publics. Ils se répartissent en quatre axes se rapportant au contenu et deux se rapportant à la structure:

Axes stratégiques se rapportant au contenu

- *Acquisitions axées sur la qualité* : mise en avant des caractéristiques de qualité par rapport au prix
- *Acquisitions durables* : prise en compte de la rentabilité, de l'écologie et des aspects sociaux tout au long du cycle de vie et du processus d'acquisition
- *Acquisitions innovantes* : ouverture des procédures d'acquisitions à des solutions innovantes
- *Acquisitions favorables aux soumissionnaires* : simplification des procédures d'adjudication et encouragement des possibilités des PME de participer aux appels d'offres

Axes stratégiques se rapportant à la structure

- *Processus d'acquisitions numériques, standardisés et conviviaux* : accroissement de l'efficacité grâce à la promotion de la collaboration numérique entre services d'achat, services demandeurs et soumissionnaires
- *Réforme des rapports sur les marchés publics* : harmonisation et développement des rapports, qui constituent des instruments de pilotage stratégique et de soutien de la conduite au niveau fédéral

En juin 2021, la CA et la KBOB ont adopté leurs premières recommandations à l'adresse des responsables des services d'achat et des services demandeurs en vue de l'application de la stratégie de l'administration fédérale en matière d'acquisitions. D'autres recommandations, fiches d'information et guides de ces deux conférences ont alors suivi au fil du temps⁶. La KBOB publie aussi régulièrement de nouveaux instruments, spécifiquement pour la mise en œuvre du nouveau droit des marchés publics dans la construction.⁷

On constate que les six axes stratégiques correspondent aux intentions et objectifs politiques de la révision de la loi et qu'ils ne peuvent être priorisés ou pondérés par avance. La question de savoir si les axes stratégiques sont applicables, lesquels et dans quelle ampleur dépend donc du marché en question et du contexte de la prestation ou du bien à acquérir. Par ailleurs, il incombe à chaque département de fixer ses propres priorités.

2 Organisation des marchés publics au DDPS

Dans une liste (annexe 1), l'Org-OMP consigne quels biens et services les services demandeurs de l'administration fédérale doivent se procurer auprès des services d'achat centraux, à savoir armasuisse, l'Office fédéral des routes (OFROU), l'Office fédéral des constructions et de la logistique (OFCL) ou la Centrale des voyages de la Confédération (CVC) (cf. également art. 9 Org-OMP). Les services demandeurs peuvent donc se procurer par eux-mêmes les biens et services non mentionnés. Dans le même temps, il convient de prendre en compte les directives du 19 août 2015 du Conseil fédéral sur la conclusion de contrats de location de services dans l'administration fédérale⁸.

Des contrats de services peuvent être conclus au DDPS de façon autonome par les unités administratives conformément aux Directives relatives à la conclusion de contrats de services (WDL)⁹, dans la mesure où ils ne dépassent pas la valeur seuil fixée dans l'ordonnance du DEFR du 19 novembre 2019 sur l'adaptation des valeurs seuils des marchés publics¹⁰ (ch. 8, al. 1, WDL). Les WDL stipulent par ailleurs des critères devant être vérifiés par les unités administratives avant la conclusion des contrats afférents.

S'appliquent par ailleurs les conventions administratives existant entre les unités administratives du Groupement D et armasuisse, qui règlent les compétences en matière d'acquisitions.

⁶ Recueil des recommandations/fiches d'information et guides de la CA et de la KBOB : <https://www.bkb.admin.ch/bkb/fr/home/bkb/empfehlungen.html>

⁷ Cf. instruments de la KBOB : <https://www.kbob.admin.ch/kbob/fr/home/themen-leistungen/revidiertes-beschaffungsrecht/instrumente.html>

⁸ FF 2015 5773.

⁹ Directives du 10 janvier 2022 relatives à la conclusion de contrats de services (WDL).

¹⁰ RS 172.056.12, est adaptée périodiquement.



Par ailleurs, armasuisse a déjà établi des directives d'adjudication pour la mise en œuvre du nouveau droit des marchés publics. Celles-ci indiquent aux fonctions impliquées (direction du projet, technique, qualité, services commerciaux, OMC) la façon dont les axes stratégiques doivent être concrétisés dans les procédures d'adjudication. Ces axes ne peuvent être appliqués efficacement que lorsque toutes les parties prenantes au processus d'acquisition collaborent. C'est la raison pour laquelle les autres unités administratives du DDPS, tout comme d'autres services concernés de l'administration fédérale, sont familiarisées aux directives d'adjudication.

3 Priorités de la stratégie du DDPS en matière d'acquisitions

Les priorités suivantes permettent de donner un cadre de référence aux services demandeurs (ainsi qu'aux utilisatrices et utilisateurs) et aux responsables des acquisitions au DDPS. Elles constituent une aide pour la mise en œuvre cohérente des directives et, au bout du compte, pour l'acquisition correcte de biens et de prestations de construction et de services.

3.1 Priorité 1 : définition des besoins plus précise (exigences)

Pour assurer une utilisation profitable de la marge de manœuvre octroyée par le nouveau droit des marchés publics, la définition des besoins doit être affinée du point de vue qualitatif. Le principe suivant s'applique :

- *Chaque adjudication repose sur une définition claire des besoins, constituée d'une analyse explicite des besoins et d'une description compréhensible de la prestation (ou d'une exigence).*

Pour la mise en œuvre de la nouvelle pondération opérée par le droit des marchés publics, préférant l'offre présentant le plus d'avantages à l'offre la plus économique, il importe plus que jamais de disposer d'une définition des besoins avant le lancement de l'acquisition.

En point de départ d'une acquisition, seule une définition plausible des besoins permet de déterminer l'objet du marché présentant le plus d'avantages. Par ailleurs, si les besoins sont définis trop étroitement, la marge de manœuvre nouvellement créée ne peut être mise à profit. À l'inverse, s'ils sont décrits de façon trop sommaire, on court le risque que du fait de la grande latitude, les critères d'aptitude et d'adjudication soient mal pondérés, voire que de mauvais critères soient choisis.

La définition des besoins englobe donc impérativement :

- une analyse explicite des besoins (déduction de la nécessité d'une acquisition).
- une description compréhensible de la prestation et une exigence compréhensible (critères applicables à la prestation ou spécifications techniques que l'objet du marché doit satisfaire), qui intègrent déjà si possible des aspects de durabilité.

L'analyse des besoins consiste en premier lieu à motiver la nécessité d'un objet et à préciser les ressources financières et humaines requises. Il est alors essentiel que l'analyse des besoins s'effectue de la manière la plus ouverte possible, indépendamment des fournisseurs ; les travaux de construction concrets, les livraisons ou services ne sont pas encore au premier plan.

Ce principe s'applique également à la description de la prestation, qui doit être axée sur les besoins et non pas sur les solutions déjà disponibles. Il convient ici de veiller à la pertinence et à la clarté. Les services d'achat doivent pouvoir comprendre ce qui est nécessaire et dans quelle ampleur.

Dans la mesure du possible, les critères applicables à la prestation et les spécifications techniques doivent déjà comporter des exigences de durabilité économique, écologique et sociale.



Pour les acquisitions standard et celles portant sur un montant inférieur au seuil d'inventaire de CHF 5000.–¹¹, la définition des besoins peut être brève. Il appartient néanmoins de vérifier périodiquement l'analyse des besoins et la description de la prestation. Pour de telles prestations, l'adjudication peut se faire d'après le critère du prix total le plus bas, pour autant que la description de la prestation permette de garantir le respect d'exigences élevées en matière de durabilité sociale, écologique et économique.¹²

Dans le domaine militaire, l'analyse des besoins correspond aux lacunes de capacités à combler, respectivement au niveau d'ambition d'un domaine de capacité visé par l'acquisition. Le besoin de prestation dans des projets militaires est consigné au moyen d'exigences structurées. Pour considérer à un stade précoce l'ensemble des aspects des différentes parties prenantes, ceux-ci doivent être clarifiés et consignés dans une étude de projet, lorsque cela s'avère possible et judicieux.

Dans la gestion immobilière, la planification des besoins se situe au début du processus. Les besoins doivent alors être motivés de manière compréhensible et les exigences doivent être formulées de la manière la plus ouverte possible en termes de solutions.

Pour les prestations de services, il ne peut être fait appel à un soutien externe que si, conformément au ch. 6, al. 3, WDL, on peut exposer de façon plausible que

- a) toutes les possibilités internes ont été étudiées et exploitées au niveau des ressources humaines et des connaissances ;
- b) les connaissances requises pour l'exécution de la tâche ne sont pas disponibles en interne.

3.2 Priorité 2 : concrétisation des axes stratégiques de l'administration fédérale en matière d'acquisitions

La priorité 2 vise à structurer les directives et les aides de la CA et de la KBOB pour leur application au DDPS et à fixer des priorités, dans la mesure du possible. Dans le cadre des quatre premiers axes de la stratégie de l'administration fédérale en matière d'acquisitions, les principes directeurs suivants doivent être observés tout particulièrement.

- *Les adjudications sont axées sur une utilisation des fonds publics ayant des effets économiques, écologiques et sociaux durables.*

Avec ses dimensions économiques, écologiques et sociales, l'axe stratégique des acquisitions durables dispose d'un champ d'application très vaste. Selon l'objet du marché, il peut se recouper avec les autres axes et directives du DDPS et éventuellement les contredire. L'orientation vers la durabilité est donc également assortie d'une fonction d'organisation. Les critères des acquisitions durables servent par conséquent de point de départ pour la détermination de critères d'aptitude et d'adjudication.

Les services demandeurs sont chargés d'intégrer au maximum la durabilité dans les critères applicables à la prestation ou dans les spécifications techniques (cf. Priorité 1). Ils sont soutenus dans cette tâche par les services d'achat.

Ces derniers s'assurent que les projets d'acquisitions présentent des critères d'aptitude et d'adjudication appropriés et axés sur la durabilité. Les services demandeurs doivent soutenir au mieux les services d'achat.

- *Les critères de qualité doivent impérativement être intégrés dans la procédure d'acquisition, et il s'agirait de tenir compte aussi de ceux liés à l'innovation.*

¹¹ Cf. Directives et instructions relatives à la gestion budgétaire et comptable de la Confédération, chap. 4.9.2.3: « Tous les biens matériels d'une valeur supérieure à 5000 francs doivent figurer dans un inventaire comptable ou dans un inventaire matériel.. », <https://intranet.ac-counting.admin.ch/accounting/fr/home/manuel-de-gestion-budgetaire-et-de-tenue-des-comptes/principes-regissant-la-tenue-des-comptes/inventaires.html>

¹² Cf. Stratégie de l'administration fédérale en matière d'acquisitions, p. 7.



Pour promouvoir l'acquisition de solutions axées sur la qualité et l'innovation, les services d'achat et les services demandeurs doivent mettre à profit la nouvelle marge de manœuvre offerte pour suivre les axes stratégiques des critères de qualité et d'innovation.

Pour les services demandeurs, cela signifie que lors de la détermination de critères d'aptitude, de spécifications techniques et de critères d'adjudication, des aspects de qualité doivent impérativement être intégrés et il s'agirait de tenir compte aussi de ceux liés à l'innovation.

Lors de la conception de critères d'adjudication, les services d'achat doivent veiller à ce que la pondération des critères de qualité corresponde généralement à celle des critères de prix. Un niveau d'ambition moyen doit être visé en termes de qualité.

L'acquisition de solutions innovantes ou l'intégration d'aspects d'innovation dans les projets d'acquisitions doit reposer sur une analyse de risque. Dans la mesure où la décision concernant la part d'innovation est positive, les risques identifiés doivent être pris en compte de manière appropriée dans le budget pour l'exécution du projet.

Dans la mesure où l'objet du marché présente simultanément des aspects de durabilité, de qualité et d'innovation, tous les aspects doivent être évalués avec des critères d'adjudication spécifiques (p. ex. la « réparabilité » comme critère de qualité et de durabilité).¹³

- *Les procédures d'acquisition sont conçues de manière à être favorables aux soumissionnaires et les possibilités d'adjudications à la base technologique et industrielle importante pour la sécurité (BTIS) sont mises à profit.*

Dans le respect des prescriptions du droit des marchés publics, les procédures d'adjudication doivent être conçues de façon à être aussi favorables aux soumissionnaires que possible. En règle générale, les PME doivent aussi pouvoir participer. La collaboration avec des instituts de recherche et de formation (universités, hautes écoles, Think Tanks) doit également être encouragée et le potentiel des réseaux de coopération entre l'industrie, la science et le DDPS doit être mis à profit.

L'acquisition de matériel militaire et civil pour l'armée et d'autres institutions de sécurité de la Confédération s'effectue dans les domaines des technologies clés importantes pour la sécurité et des compétences industrielles clés, si possible auprès des instituts de recherche et des entreprises de la BTIS.¹⁴

Pour les mandats portant sur des systèmes ou des composants importants pour la sécurité, il convient d'envisager une adjudication à RUAG SA. Du fait du privilège quasi-interne de RUAG SA, des mandats civils et militaires peuvent être attribués directement à RUAG SA. La « Ligne directrice pour l'acquisition de prestations par le DDPS auprès de RUAG SA »¹⁵ précise en outre dans quels cas et dans quelles conditions les services demandeurs peuvent attribuer directement les mandats à RUAG SA via le service d'achat.

3.3 Priorité 3 : représentation du rééquilibrage de la culture d'adjudication

L'abandon de l'orientation vers le fournisseur le moins cher au profit de l'offre présentant le plus d'avantages doit aussi se traduire dans la culture d'entreprise. Le principe suivant s'applique :

- *Les cadres de tout niveau pratiquent et promeuvent une culture d'adjudication des marchés qui permet d'utiliser la marge de manœuvre du nouveau droit des marchés publics. Les approches innovantes dans le cadre de la définition des besoins, des procédures d'adjudication et de la grille de critères sont admises après évaluation des risques.*

¹³ Selon la jurisprudence du Tribunal fédéral, une aptitude supérieure au minimum requis peut également être prise en compte (ATF 139 II 489).

¹⁴ Cf. <https://www.ar.admin.ch/fr/beschaffung/ruestungspolitik-des-bundesrates/sicherheitsrelevante-technologie-und-industriebasis-stib.html>

¹⁵ Ligne directrice pour l'acquisition de prestations par le DDPS auprès de RUAG SA, en considération de la stratégie de propriétaire de RUAG. SG-DDPS du 01.10.2022.



Pour étendre la définition des besoins et mettre en œuvre les axes stratégiques cités, les services d'achat et les services demandeurs ont besoin d'un environnement opérationnel qui non seulement autorise ces éléments, mais les encourage. L'objectif est ici que les services d'achat et les services demandeurs puissent utiliser des approches nouvelles ou des pondérations différentes, même en présence des freins habituels. La décision portant sur la mise en œuvre d'une approche sélectionnée doit reposer sur une évaluation plausible des opportunités et des risques. Les recommandations du rapport de Deloitte et du groupe d'accompagnement mobilisé dans ce cadre¹⁶ adoptent d'ores et déjà un grand nombre d'approches à ce sujet.

Pour une définition renforcée des besoins et une orientation de la procédure d'acquisition sur des critères de durabilité, de qualité, d'innovation et de caractère favorable aux soumissionnaires, la mise à disposition des capacités requises est essentielle. Par ailleurs, les responsables des besoins et des acquisitions doivent obtenir des instances supérieures la liberté d'appliquer l'orientation sur la durabilité, la qualité, l'innovation et le soumissionnaire ou encore des modèles de commerce ou de marché novateurs. Dans le même temps, les collaborateurs sont tenus de fournir les prestations supplémentaires nécessaires.

Une culture d'adjudication constructive implique également que les voies de recours soient claires pour toutes les parties prenantes en cas de conflits d'objectifs ou d'intérêts. Il doit être possible de faire recours jusqu'au niveau de la direction d'office, et si nécessaire jusqu'à celui du département. En cas de conflit, il revient tout d'abord aux services demandeurs et d'achat d'élaborer des solutions et, dans le cas d'un recours, de préparer des bases de décision adaptées à l'échelon de sorte qu'il soit possible de mettre en balance les différents intérêts.

Enfin, toutes les personnes impliquées dans la procédure d'acquisition doivent respecter les directives de prévention de la corruption¹⁷ et signer une déclaration d'impartialité¹⁸.

3.4 Priorité 4 : développement du controlling des achats pour en faire un instrument de conduite

La nouvelle marge de manœuvre complique les décisions d'acquisitions. Un controlling transparent des achats s'avère donc indispensable. Le principe suivant s'applique :

- *La surveillance et le controlling des achats pratiqués jusqu'ici doivent, sous la houlette d'armasuisse et en concertation avec le controlling supérieur des achats de l'administration fédérale, être développés pour constituer un instrument de pilotage et de soutien de la conduite.*

Pour ce qui est du controlling des marchés publics, armasuisse le structurera conformément à la CA et la KBOB¹⁹ pour le DDPS de telle façon qu'il soit possible de représenter, sous forme agrégée, les contributions à la durabilité, la qualité, l'innovation, le caractère favorable aux soumissionnaires et la numérisation du processus d'acquisition pour l'ensemble de l'administration fédérale. Pour qu'un aperçu global soit possible, les services demandeurs et les services d'achat doivent reprendre les consignes de collecte de données dans tous les domaines, en concertation avec armasuisse. Les recommandations du rapport Deloitte et du groupe d'accompagnement contiennent d'ores et déjà des propositions correspondantes.

Au niveau du département, le controlling mis en place par armasuisse doit servir à identifier au DDPS les plus grands leviers d'encouragement des axes de la stratégie de l'administration fédérale en matière d'acquisitions et à fixer ainsi des priorités adaptées aux différents échelons.

¹⁶ Projet « Acquisitions DDPS – Rapport à l'intention du Secrétariat général du DDPS (rapport Deloitte) du 20.05.2022 et recommandations du groupe d'accompagnement du projet « Analyse du processus d'acquisition au DDPS » du 05.06.2020, https://www.vbs.admin.ch/fr/themes/processus-acquisition_detail_news.html/vbs-internet/wissenswertes/2022/220610a.html

¹⁷ Cf. en particulier le Code de comportement du personnel de l'administration fédérale du 15 août 2012, <https://www.admin.ch/gov/fr/accueil/documentation/communiques.msg-id-45588.html> tout comme les Directives du 30 janvier 2020 sur l'organisation de la prévention de la corruption et les obligations de comportement du personnel du DDPS, <https://www.ar.admin.ch/fr/ueber-armasuisse/korruptionspraevention/geschenke-einladungen.html>

¹⁸ Voir : <https://www.beschaffung.admin.ch/bpl/fr/home/beschaffung/unbefangenheitserklaerung.html>

¹⁹ Cf. Directives de l'OFCL concernant le controlling des achats. Disponibles sous : <https://www.beschaffung.admin.ch/bpl/de/home/beschaffung/weisungen.html>



4 Directives et recommandations de mise en œuvre des priorités au niveau des offices

Les offices du DDPS doivent renvoyer à la stratégie du DDPS en matière d'acquisitions dans leurs principes directeurs ou leurs stratégies. Les priorités de la stratégie du DDPS en matière d'acquisitions doivent être reprises dans les éventuelles directives internes relatives aux marchés publics. Par ailleurs, la stratégie du DDPS en matière d'acquisitions doit être communiquée en interne dans les offices.

Il est conseillé à chaque office de renforcer la coordination des acquisitions dans le cadre des possibilités existantes et de mettre en place une gestion des acquisitions, ce qui implique notamment d'aider les services demandeurs dans la mise en œuvre des priorités et dans l'application des recommandations tout comme des lignes directrices de la CA et de la KBOB. En outre, il est judicieux pour l'office d'assurer la coordination avec l'OFCL et avec armasuisse en interne, via un service central. La gestion des acquisitions doit alors être suffisamment proche de la direction de l'office de sorte à pouvoir obtenir une décision du niveau directionnel supérieur en cas de conflit d'intérêts dans l'organisation des acquisitions.

Dans tous les cas, les collaboratrices et collaborateurs du DDPS opérant régulièrement avec les marchés publics doivent être formés à la mise en œuvre du nouveau droit des marchés publics. Par ailleurs, la stratégie du DDPS en matière d'acquisitions doit être intégrée en guise de base dans l'offre de formation concernant les marchés publics d'armasuisse.

5 Dispositions finales

La stratégie du DDPS en matière d'acquisitions entre en vigueur le 1^{er} février 2023. Les directives d'adjudication d'armasuisse pour la mise en œuvre de la loi fédérale sur les marchés publics restent en vigueur, mais elles sont comparées à la stratégie du DDPS en matière d'acquisitions et éventuellement adaptées.

La stratégie du DDPS en matière d'acquisitions fera l'objet d'une évaluation trois ans après son entrée en vigueur. Les résultats de cette évaluation indiqueront si la stratégie doit être adaptée, et sous quelle forme.

La conseillère fédérale Viola Amherd
Cheffe du Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports

Impressum

La cheffe du DDPS a chargé le Secrétaire général de l'élaboration de la stratégie du DDPS en matière d'acquisitions. La responsabilité a été confiée à une équipe de projet composée des représentantes et représentants suivants : Etienne Huber, suppl chef Politique de propriétaire (direction de projet), Daniela Ruppen, rapporteuse armasuisse, Stefan Glanzmann, chef de la gestion des acquisitions SG-DDPS, Thomas Knecht, chef du domaine de compétences achats et coopérations armasuisse, et Adrian Schmid, rempli chef Planification de l'armée. Il a été fait appel aux experts Marc Steiner, juge TAF. La présente stratégie en matière d'acquisitions a été consolidée en interne au DDPS.